

Nations Unies
ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE

DIX-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 873^e
SÉANCE

Mercredi 12 décembre 1962,
à 15 h 25

NEW YORK

SOMMAIRE

Points 12, 40, 41 et 78 de l'ordre du jour:

Rapport du Conseil économique et social (chap. IV) [suite]	513
Situation et opérations du Fonds spécial (suite)	
Programmes de coopération technique des Nations Unies (suite):	
a) Examen des activités;	
b) Confirmation des allocations de fonds au titre du Programme élargi d'assistance technique;	
c) Question de l'aide à la Libye: rapport du Secrétaire général.	
Rwanda et Burundi: rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 1746 (XVI) de l'Assemblée générale (suite). .	

Président: M. Bohdan LEWANDOWSKI
(Pologne).

POINTS 12, 40, 41 ET 78
DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social (chap. IV) [A/5203] (suite)

Situation et opérations du Fonds spécial (A/5247, A/C.2/L.710/Rev.1, E/3576, E/3646/Rev.1) [suite]

Programmes de coopération technique des Nations Unies (A/5259, A/5330, A/C.2/L.710/Rev.1) [suite]:

- Examen des activités (E/3680);
- Confirmation des allocations de fonds au titre du Programme élargi d'assistance technique (A/C.2/216);
- Question de l'aide à la Libye: rapport du Secrétaire général (A/5281, A/5282, A/C.2/L.711)

Rwanda et Burundi: rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 1746 (XVI) de l'Assemblée générale (A/5283 et Corr.1, A/C.2/L.716) [suite]

1. M. DIEZ DE MEDINA (Bolivie) demande à la Commission de reporter au 13 décembre à 13 heures la date limite pour la présentation des projets de résolution sur le point 41 de l'ordre du jour, de façon qu'il puisse déposer un projet de résolution sur le personnel d'exécution, de direction et d'administration^{1/}.

Il en est ainsi décidé.

2. M. MAKEEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) regrette que depuis des années la Commission n'ait jamais eu le temps d'étudier en détail

^{1/} Distribué ultérieurement sous la cote A/C.2/L.719.

les projets à exécuter dans le cadre du Programme élargi d'assistance technique et du Fonds spécial, attendu qu'il n'est pas dûment tenu compte des opinions des Etats Membres qui ne sont pas représentés au CAT ou au Conseil d'administration du Fonds spécial.

3. Si le projet de résolution à l'étude (A/C.2/L.710/Rev.1) soulève la question de l'augmentation des ressources dont disposent le Programme élargi et le Fonds spécial, il ne traite pas de la politique générale ou de questions pratiques comme l'emploi des ressources, les réserves et les aspects structurels, qui influent sur leur efficacité. Pour ce qui est de la politique générale, la fourniture de l'assistance technique par l'intermédiaire des institutions spécialisées, sans aucun centre coordinateur, entraîne une fragmentation inopportune, réduit l'efficacité du Programme et provoque des doubles emplois ainsi qu'une concurrence entre institutions. Il faudrait opérer une fusion du programme ordinaire d'assistance technique et du Programme élargi, car le budget des Nations Unies, lourdement chargé, augmente constamment. Cette fusion supprimerait les doubles emplois, améliorerait l'efficacité administrative et rendrait plus cohérent le Programme dans son ensemble. En pratique, les fonds sont toujours alloués aux organisations participantes, et non directement aux gouvernements, comme il ressort du paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution contenu dans le document A/C.2/216. Les institutions spécialisées tantôt exercent une influence excessive sur l'élaboration des projets, tantôt soumettent des projets dont le coût dépasse les montants alloués pour le pays considéré. De plus, la part de chaque organisation participant au programme pour 1963-1964 est la même que dans le cas du programme pour 1961-1962. Le BAT devrait appliquer la résolution 854 (XXXII) du Conseil économique et social et laisser les pays libres de choisir les projets sans influence excessive de la part des institutions spécialisées.

4. La délégation soviétique souhaiterait connaître les critères appliqués, en règle générale, pour fixer la répartition des crédits entre les divers pays et la façon dont la décision est prise. La répartition actuelle n'est pas satisfaisante; il faudrait tenir compte des besoins, du niveau de développement économique, de la population, du revenu par habitant et d'autres facteurs pertinents, et nul Etat ne devrait recevoir d'assistance s'il n'en a vraiment besoin.

5. En ce qui concerne la répartition fonctionnelle des fonds, la politique actuelle du Programme élargi et du Fonds spécial ne fait pas une assez large place au développement industriel et à la formation de personnel local, auxquels ils consacrent des fonds insuffisants. En revanche, l'administration, et notamment les représentants résidents, absorbent un pourcentage excessif des ressources. Comme la délégation soviétique l'a déjà déclaré, les représentants résidents

devraient être graduellement remplacés par les autorités compétentes des pays bénéficiaires. Bien qu'ils puissent jouer un rôle utile dans les pays nouvellement indépendants, ils deviennent parfois, à mesure que se consolident les administrations nationales, un obstacle aux contacts directs entre les gouvernements et la Direction des opérations d'assistance technique au Siège. On pourrait amorcer cette évolution en opérant le changement dans les pays ayant acquis une expérience suffisante ou en nommant des ressortissants du pays considéré comme adjoints des représentants résidents, en vue de leur transférer ultérieurement ces fonctions. Un autre moyen important de réduire les dépenses d'administration serait de transférer les services centraux du BAT et du Fonds spécial de New York dans un pays neutre en Europe, où se trouvent huit des 10 organisations participantes. L'administration des programmes d'assistance technique serait ainsi géographiquement plus proche des pays en voie de développement, notamment ceux d'Afrique.

6. A la dernière session du CAT, on a beaucoup parlé de renforcer le contrôle central sur les activités du Programme élargi et du Fonds spécial. De l'avis de la délégation soviétique, le moment est venu d'examiner l'opportunité de créer un petit comité consultatif, analogue au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, qui exercerait un contrôle général sur les activités d'assistance technique. Le CAT et le Fonds spécial ne prendraient de décision importante que sur sa recommandation. Conformément à la résolution 1709 (XVI) de l'Assemblée générale sur la décentralisation, des représentants des commissions économiques régionales devraient siéger à cet organe consultatif et les secrétaires exécutifs devraient participer aux travaux du BAT et du Conseil d'administration du Fonds spécial.

7. La délégation soviétique, comme elle l'a dit à la session précédente, doute de l'intérêt de fixer des objectifs budgétaires précis au Programme élargi et au Fonds spécial; d'abord, parce que c'est violer en pratique les droits souverains des Etats, lesquels sont absolument libres d'apporter la contribution qu'il leur plaît; ensuite, parce qu'il est grand temps que les puissances coloniales, qui ont si longtemps exploité les pays en développement, augmentent leurs contributions aux deux programmes; enfin, parce qu'il faut tenir compte de la possibilité d'accroître les ressources des programmes par des contributions volontaires des Etats non membres, comme le propose l'amendement présenté sous la cote A/C.2/L.715 et auquel la délégation soviétique donne son appui. Sur ce dernier point, la délégation soviétique comprend mal qu'à un moment où les Nations Unies ont peine à financer leurs programmes d'assistance technique certaines délégations s'élèvent, pour des motifs politiques, contre des contributions de la République démocratique allemande et d'autres Etats. Leur position est incompatible avec le principe d'universalité et l'esprit de coopération qui doivent inspirer les programmes d'assistance technique, contraire aux intérêts des Etats bénéficiaires et contraire à l'article 7.2 du règlement financier des Nations Unies, qui autorise des contributions volontaires même de personnes physiques et morales de droit privé.

8. Enfin, le Programme élargi et le Fonds spécial n'utilisent pas pleinement les contributions sovié-

tiques et pratiquent même, à l'encontre de l'Union soviétique et des pays socialistes, une discrimination dans le recrutement et l'affectation des experts. M. Makeev espère qu'il sera bientôt remédié à cette situation.

9. M. ADEBO (Nigéria) rend hommage aux activités d'assistance technique des Nations Unies et juge fâcheux que les activités politiques de l'Organisation aient toujours reçu une plus grande publicité. Les programmes d'assistance technique rendent grand service à l'humanité et tous les Etats Membres devraient y contribuer aussi généreusement que possible. Pour ce motif, M. Adebo souscrit chaleureusement à l'appel lancé dans le projet de résolution (A/C.2/L.710/Rev.1) et est heureux d'annoncer que son propre pays a décidé, pour 1963, d'accroître sa contribution de 15 p. 100. Bien que la somme reste modeste en valeur absolue, elle représente un effort marqué de la Nigéria, qui mobilise toutes ses ressources pour atteindre les buts de son programme de développement. M. Adebo invite les pays plus riches à suivre l'exemple du sien.

10. La Nigéria accueillerait volontiers les contributions aux programmes d'assistance technique de tout pays prêt à fournir son aide et considère qu'il convient, à cette fin humanitaire, d'écarter les différends idéologiques. Tout Etat désireux de contribuer devrait être admis à le faire.

11. La délégation nigérienne appuiera le projet de résolution.

12. M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique) déclare que son pays appuie fermement les programmes d'assistance technique des Nations Unies et qu'il l'a prouvé aussi bien par ses actes que par ses déclarations. Etant donné que le représentant des Etats-Unis a présenté des observations détaillées au CAT au sujet de ces programmes, M. Finger ne prendra pas sur le temps de la Deuxième Commission en répétant ces observations; on peut en prendre connaissance en se reportant au compte rendu analytique de la 282ème séance du CAT (E/TAC/SR.282).

13. Les Etats-Unis appuient entièrement le projet de résolution. Il sied que ce texte soit présenté par quatre pays qui ont contribué de façon exemplaire aux deux programmes. Les Etats-Unis ont noté avec satisfaction que la Norvège avait annoncé son intention d'accroître encore sa contribution. Cela signifie, bien entendu, que celle des Etats-Unis augmentera également. Pour chaque contribution de 3 dollars versée par tout autre pays, les Etats-Unis apportent 2 dollars de plus. La contrepartie des Etats-Unis s'élève actuellement à 48 millions, mais ce pays souhaite verser intégralement les 60 millions de dollars promis en vue d'atteindre l'objectif de 150 millions de dollars fixé dans le projet de résolution.

14. L'amendement de la Bulgarie et de la RSS de Biélorussie (A/C.2/L.715) pose trois problèmes. En premier lieu, la résolution 1240 (XIII) de l'Assemblée générale stipule clairement que la participation au Fonds spécial est ouverte à tout Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies ou membre d'institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique. C'est dans des termes analogues que sont rédigées les diverses résolutions concernant les contributions au Programme élargi. Autrement dit, l'amendement va à l'encontre de la législation déjà en vigueur. En deuxième lieu, l'adoption de l'amendement soulèverait

des difficultés politiques. Par exemple, si le Katanga ou tout autre Etat dont la souveraineté est contestée offrait une contribution, le Secrétaire général se trouverait dans une situation embarrassante. En troisième lieu, l'amendement ne favorisera pas l'accroissement des fonds disponibles, comme l'ont soutenu ceux qui l'appuient, bien au contraire. Si des contributions de la prétendue "République démocratique allemande" sont acceptées, un autre pays européen supprimera sa contribution qui s'élève à 8 millions de dollars — plus du double de la contribution totale de tous les pays membres du COMECON réunis.

15. Ainsi, du point de vue juridique, politique et financier, l'adoption de l'amendement serait préjudiciable aux pays en voie de développement. La délégation des Etats-Unis serait en mesure de l'accepter si les mots "Demande à tous les Etats qui le désireront de" étaient remplacés par les mots "Invite tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées qui ne l'ont pas encore fait et qui le désireront à ...".

16. M. MAKEEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), exerçant son droit de réponse, a entendu avec surprise la déclaration du représentant des Etats-Unis. Ce dernier s'est référé à la résolution 1240 (XIII) de l'Assemblée générale. Mais, selon la résolution 222 (IX) du Conseil économique et social (annexe II), "tous les gouvernements" sont invités "à apporter au Compte spécial pour l'assistance technique une contribution volontaire aussi importante que possible". D'autre part, les pays qui contribuent au Programme élargi ne sont pas tous Membres de l'Organisation des Nations Unies. Sont également acceptées les contributions de particuliers, d'organisations privées ainsi que celles provenant d'autres sources. Nul ne s'élève contre ces arrangements, mais la discrimination à l'encontre de pays qui désirent contribuer est répréhensible, surtout lorsque le Fonds spécial et le Programme élargi s'efforcent d'atteindre un certain objectif. La mention que le représentant des Etats-Unis a faite du Katanga est tout à fait déplacée. Chacun sait que le Katanga est une province du Congo et se trouve en conséquence sous la juridiction du Gouvernement central du Congo, qui est Membre de l'Organisation des Nations Unies. Le Katanga ne peut être assimilé à l'Etat souverain qu'est la République démocratique allemande. L'argument selon lequel la contribution de la République démocratique allemande entraînerait une perte nette de fonds n'est rien d'autre qu'un chantage politique. Tous les pays doivent pouvoir contribuer et le principe de l'universalité doit être respecté.

17. M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique) s'étonne que le représentant de l'URSS ait exercé son droit de réponse. Dans sa précédente déclaration, M. Finger n'a jamais mentionné l'Union soviétique et s'est borné à discuter l'amendement de la Bulgarie et de la RSS de Biélorussie, tenant pour acquis que les délégations de ces pays répondraient elles-mêmes. M. Finger a mentionné le Katanga uniquement comme exemple d'Etat dont la souveraineté est contestée. Chacun sait que les Etats-Unis ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour favoriser l'unification du Congo tout entier. Le représentant de l'URSS a déclaré que la République démocratique allemande est un Etat souverain. Du point de vue des Etats-Unis et de nombreux autres pays, cette affirmation est

contestable. Certains critères, comme ceux qui sont incorporés dans les dispositions en vigueur, doivent s'appliquer en cas de revendication de la souveraineté. La notion de chantage politique est absurde en l'espèce. La délégation des Etats-Unis s'est bornée à faire observer qu'une contribution de la République démocratique allemande entraînerait une perte nette plutôt qu'un gain net dans la mesure où les délégations de la Bulgarie et de la RSS de Biélorussie ont cherché à justifier leur amendement en faisant valoir qu'il visait à augmenter les apports de fonds.

18. M. EL BANNA (République arabe unie) demande si l'amendement de la Bulgarie et de la RSS de Biélorussie est conforme aux dispositions régissant le Fonds spécial et le Programme élargi.

19. M. OWEN (Président-Directeur du Bureau de l'assistance technique) répond que la question a été soulevée maintes fois devant l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et le Comité de l'assistance technique. On a demandé et obtenu l'opinion de juristes à cet égard. En fin de compte, il ressort de ces avis que la participation au Programme élargi et au Fonds spécial est limitée aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

20. M. BRONNIKOV (République socialiste soviétique de Biélorussie) dit que les observations du représentant de l'URSS sur le principe de l'universalité sont justifiées et opportunes. La délégation de la RSS de Biélorussie remercie également le représentant de la Nigéria d'avoir instamment demandé que l'on écarte les considérations politiques et que les contributions de tous les pays soient acceptées. Les arguments du représentant des Etats-Unis vont totalement à l'encontre de l'objectif fondamental, lequel est d'assurer une assistance accrue aux pays sous-développés. Ils reposent sur de vaines subtilités juridiques et sur le chantage politique. Chacun sait que la République démocratique allemande est un Etat souverain qui fournit déjà une assistance technique à certains pays et qui doit être autorisé à contribuer aux programmes des Nations Unies. Le Sous-amendement proposé oralement par le représentant des Etats-Unis est totalement inacceptable: il modifie complètement l'esprit de l'amendement de la Bulgarie et de la RSS de Biélorussie.

21. M. CASTON (Royaume-Uni) dit que les faits témoignent de l'appui donné par son pays aux programmes d'assistance technique des Nations Unies. Le Royaume-Uni a augmenté sa contribution de 25 p. 100 et constate avec déception que cette augmentation dépasse l'accroissement total moyen des contributions, telles qu'elles ont été annoncées. M. Caston espère que d'autres pays suivront l'exemple du Royaume-Uni. La délégation britannique votera pour le projet de résolution, mais ce vote ne doit pas être interprété comme engageant le Royaume-Uni pour l'avenir à l'égard d'un niveau donné de contribution. Ce niveau ne peut être déterminé qu'à la lumière des circonstances du moment. On pourrait modifier le paragraphe 2 du dispositif pour le rapprocher du texte du paragraphe 22 du rapport du Conseil d'administration (E/3646/Rev.1). Le Royaume-Uni contribue aux programmes d'assistance technique des Nations Unies à cause de leur valeur particulière. La caractéristique essentielle de ces programmes est que les pays renoncent à tout contrôle sur leurs contributions. Le Royaume-Uni le fait très volontiers

étant donné le respect dont jouissent les Nations Unies auprès des pays bénéficiaires.

22. M. EL BANNA (République arabe unie) fait observer que le Programme élargi et le Fonds spécial contribuent à atteindre les objectifs des Nations Unies en ce qui concerne le développement économique et social. Il faudrait étendre leurs activités. Malgré les dépenses considérables qu'implique son plan général de développement, la République arabe unie a régulièrement versé pour ces deux programmes des contributions proportionnelles aux objectifs qui ont été fixés. En ce qui concerne les opérations proprement dites, il viendrait d'insister davantage sur les projets régionaux, qui non seulement favorisent la coopération entre les pays intéressés, mais encore sont moins coûteux pour chaque pays que les projets nationaux. Les activités de préinvestissement du Fonds spécial sont particulièrement importantes parce qu'elles aident souvent les pays sous-développés à déterminer les secteurs dans lesquels il n'est pas souhaitable d'investir des capitaux. Le pourcentage des ressources allouées à l'Afrique est encore loin de correspondre aux besoins de ce continent. La délégation de la République arabe unie accueillera avec satisfaction toute augmentation du montant total des fonds disponibles, mais elle espère que l'adoption de l'amendement présenté par la Bulgarie et la RSS de Biélorussie n'amènera pas une diminution des sommes annoncées par les principaux pays contributeurs.

23. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), exerçant son droit de réponse, rappelle que le Président-Directeur du BAT a indiqué à la Commission quelle est, du point de vue juridique, la situation concernant l'acceptation des contributions au Programme élargi et au Fonds spécial. Il n'en demeure pas moins qu'absolument rien ne justifie le refus d'accepter une contribution de la République démocratique allemande. Le règlement financier et les règles de gestion budgétaire de l'Organisation des Nations Unies indiquent clairement que le Secrétaire général peut accepter des contributions volontaires pourvu qu'elles soient versées à des fins conformes aux politiques, aux objectifs et aux activités de l'Organisation. En outre, les résolutions qui ont été citées comme constituant les dispositions fondamentales qui régissent le Fonds spécial et le Programme élargi s'étaient heurtées à l'opposition de nombreuses délégations. Il en résulte que les arguments d'ordre juridique à l'appui de la thèse selon laquelle il faudrait exclure les contributions d'Etats comme la République démocratique allemande sont des plus contestables.

24. Si l'on doit refuser les contributions de ces pays, on comprend difficilement pourquoi le Saint-Siège et le Koweït peuvent verser des contributions au Fonds spécial et au Programme élargi, alors même qu'ils ne sont pas Membres de l'Organisation des Nations Unies. Les raisons qui motivent le refus de la contribution de la République démocratique allemande ont un caractère strictement tendancieux et discriminatoire. On a dit à la Commission que si l'on permettait à la République démocratique allemande de verser une contribution les ressources des deux programmes pourraient accuser une nette diminution. Il s'agit non pas d'une question d'argent, mais d'une question de principe: tous les Etats, y compris la République démocratique allemande, doivent être autorisés à verser des contributions afin de maintenir le principe de l'universalité et

d'accroître les ressources dont disposent ces deux programmes.

25. M. OWEN (Président-Directeur du Bureau de l'assistance technique) dit que les divers organes des Nations Unies ont pris des décisions spécifiant les catégories d'Etats qu'ils souhaitent voir participer à des activités déterminées. Le Secrétariat s'est toujours inspiré des décisions des organes intéressés. Il n'a pas adopté, dans ce domaine, de politique permanente fondée sur telle ou telle décision particulière, et toute nouvelle politique arrêtée par les organes directeurs sera naturellement mise en œuvre immédiatement par les fonctionnaires compétents du Secrétariat. En ce qui concerne les remarques du représentant de l'URSS à l'égard de l'acceptation des contributions versées par le Saint-Siège et le Koweït, M. Owen tient à faire observer que le Saint-Siège fait partie de l'Union postale universelle, de l'Union internationale des télécommunications et de l'AIEA, tandis que le Koweït fait partie de l'UNESCO, de l'OMS et d'autres institutions spécialisées. L'acceptation des contributions de ces Etats repose donc sur des bases législatives précises.

26. Le règlement financier de l'Organisation des Nations Unies prévoit bien l'acceptation par le Secrétaire général de contributions volontaires, de dons ou de donations, mais cette disposition a toujours été interprétée comme s'appliquant au budget ordinaire de l'Organisation. Compte tenu des décisions prises par les organes délibérants des Nations Unies, cette disposition n'a pas été considérée, dans le passé, comme applicable au Programme élargi ou au Fonds spécial. Le Secrétariat cherche toujours à s'appuyer sur des dispositions précises et à se conformer aux vœux et aux intentions des organes directeurs. Il n'adopte lui-même aucune politique rigide et il est toujours disposé à adapter ses méthodes aux changements de politique.

27. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit qu'il ne faut pas interpréter ses observations comme une critique à l'endroit des fonctionnaires chargés d'administrer le Programme élargi. La délégation soviétique voit toutefois avec une certaine inquiétude les politiques adoptées par ceux qui assurent la gestion des programmes ordinaires d'assistance technique et espère enregistrer une amélioration à cet égard dans un proche avenir.

28. La délégation soviétique s'estime pleinement fondée à insister pour que l'on accepte les contributions volontaires de pays comme la République démocratique allemande. Il ne s'agit pas d'une proposition destructive allant à l'encontre d'une politique adoptée. Elle est en fait constructive en ce sens qu'elle vise à redresser une situation qui est contraire aux principes de l'Organisation des Nations Unies et au concept des contributions volontaires sur lequel reposent les programmes d'assistance. M. Arkadyev espère que la Deuxième Commission et les fonctionnaires chargés d'administrer ces programmes tiendront compte des vues qu'il vient d'exprimer.

29. M. WOULBROUN (Belgique) dit que l'annonce de contributions d'un montant total de 117 millions de dollars au Programme élargi et au Fonds spécial pour 1963 permet d'espérer le versement de sommes encore plus importantes. Il estime toutefois qu'il est peu réaliste de se fixer un objectif de 150 millions de dollars à atteindre dans "l'avenir immédiat". Il aurait donc préféré que, au paragraphe 1 du dispo-

sitif du projet de résolution, ces mots soient remplacés par les mots "dans un proche avenir" ou une expression analogue.

30. La Belgique, qui finance d'importants programmes multilatéraux et bilatéraux d'assistance technique en dehors des Nations Unies, versera néanmoins, sous réserve de l'approbation du Parlement, une contribution représentant l'équivalent de 1 250 000 dollars à ces deux programmes pour 1963. Son pays a également offert, là encore sous réserve de l'approbation du Parlement, de verser une contribution supplémentaire équivalant à 700 000 dollars pour permettre le recrutement de jeunes Belges en qualité d'experts associés au titre des programmes opérationnels.

31. La délégation belge estime qu'il faut encourager la tendance à l'intégration des projets, qui permet aux activités entreprises au titre des programmes d'assistance technique de préparer les opérations du Fonds spécial et à celles-ci d'ouvrir la voie à des interventions des institutions financières intergouvernementales comme la Banque et l'Association internationale de développement, ou des institutions privées. Elle est également favorable à l'établissement d'une coordination avec les activités des commissions économiques régionales et les autres programmes bilatéraux et multilatéraux d'assistance technique. C'est à juste titre que les attributions des représentants résidents prennent de l'importance. Le Fonds spécial est parvenu au stade où il est prêt à entreprendre sur une échelle importante l'exécution d'une grande gamme de projets. Ses activités de préinvestissement ouvriront de nouveaux horizons aux pays en voie de développement.

32. Il est remarquable que 49 p. 100 des ressources du Fonds spécial soient actuellement consacrés directement ou indirectement à des programmes de formation. Il eût été impossible de le prévoir il y a quelques années encore. D'autre part, M. Woulbroun pense qu'il faudra, en fin de compte, établir plus nettement la distinction entre les projets du programme ordinaire et ceux du Programme élargi et aussi entre les projets d'assistance technique et ceux du Fonds spécial. L'alternative consiste nécessairement à étudier de plus près les moyens de simplifier la structure administrative globale de ces programmes.

33. La Belgique a acquis une expérience considérable dans l'exécution de projets de développement économique dans le monde entier. C'est pourquoi elle espère que les pays bénéficiaires auront de plus en plus recours aux nombreux services qu'elle est en mesure de leur offrir, que ce soit par des voies bilatérales ou multilatérales. A cette fin, elle a récemment créé un Office de coopération au développement, relevant des ministères des affaires étrangères, du commerce extérieur et de l'assistance technique. La délégation belge souhaite que les programmes opérationnels des Nations Unies connaissent de nouveaux succès.

34. M. AYARI (Tunisie) dit que sa délégation attache une grande importance aux programmes d'assistance technique des Nations Unies et au Fonds spécial. Les projets de ce dernier tendant à dresser un inventaire des ressources nationales devraient se révéler fort utiles aux pays d'Afrique. Il est logique d'envisager les activités d'assistance technique et du Fonds spécial sous l'angle régional, comme l'a demandé

le représentant de la République arabe unie, car cela permettrait d'éviter les doubles emplois et le gaspillage que représente l'exécution de projets séparé dans divers pays. En outre, cette méthode est conforme à la politique de décentralisation et de coopération entre les divers programmes d'assistance technique. La Tunisie a particulièrement bénéficié du projet de développement du bassin méditerranéen, entrepris par le Fonds spécial en coopération avec les institutions spécialisées, notamment la FAO.

35. Etant donné l'ampleur des tâches qui incombent au Fonds spécial et au Programme élargi, la délégation tunisienne appuie tout effort visant à accroître leurs ressources. La Tunisie y contribuera dans toute la mesure de ses moyens. Elle souhaite que les Nations Unies créent un fonds d'équipement, mais, en l'absence de ce fonds, elle se félicite tout particulièrement de l'expansion des activités du Fonds spécial. La délégation tunisienne appuiera le projet de résolution, mais elle s'abstiendra lors du vote sur l'amendement qui fait l'objet du document A/C.2/L.715, car elle a toujours eu pour principe de s'abstenir sur la question qu'il soulève.

36. De l'avis de M. DE FREITAS (Portugal), les ressources des programmes d'aide des Nations Unies sont en augmentation, mais elles ne correspondent nullement aux besoins actuels. Il faut donc s'assurer que les fonds disponibles sont employés de façon aussi efficace que possible. Il convient de faire preuve de souplesse et d'esprit d'adaptation dans la mise en œuvre de ces programmes. Le changement de situation créé par l'augmentation du nombre des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies nécessitera peut-être de nouvelles méthodes. Il faudrait revoir la question des activités et des méthodes et réaliser éventuellement une certaine intégration. De nombreuses difficultés devront être surmontées si l'on veut atteindre les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement.

37. Le Portugal contribue aux programmes d'aide dans la mesure où ses ressources le permettent. La délégation portugaise appuie le projet de résolution, qui, à son avis, s'adresse surtout aux principales puissances contributaires.

38. M. AKYAMAC (Chypre) dit que les petits pays nouvellement indépendants, comme Chypre, se sont adressés à l'Organisation des Nations Unies pour qu'elle les aide à obtenir leur indépendance politique; maintenant, ils s'adressent encore à elle pour qu'elle contribue à renforcer leur économie, de manière à consolider leur souveraineté politique. La délégation de Chypre a été déçue en constatant que la récente Conférence pour les annonces des contributions au Programme élargi et au Fonds spécial n'avait pas réussi, dans la seconde année de la Décennie des Nations Unies pour le développement, à atteindre l'objectif de 150 millions de dollars pour les deux programmes, mais elle espère que d'autres contributions seront versées par ailleurs. Le Gouvernement de Chypre, malgré le fardeau financier que lui impose son plan de développement quinquennal, a décidé de verser en 1963 une contribution supérieure de 50 p. 100 à celle de 1962. La délégation de Chypre votera en faveur du projet de résolution, mais elle ne saurait appuyer l'amendement des deux puissances, à moins que ses auteurs n'acceptent le sous-amendement des Etats-Unis.

39. M. BUTTI (Irak) dit que son pays apprécie grandement l'aide qu'il a reçue au titre des pro-

grammes d'assistance technique des Nations Unies. Cependant, le Fonds spécial et le Programme élargi sont loin d'être suffisants, sous leur forme actuelle, pour faire face aux besoins urgents des pays en voie de développement, et la nécessité de créer un fonds d'équipement des Nations Unies s'impose de plus en plus. En raison de l'apparition d'un grand nombre de nouveaux Etats, les ressources affectées au Programme élargi et au Fonds spécial sont de plus en plus insuffisantes, et il faut obtenir des contributions plus substantielles, notamment de la part des puissances coloniales, qui ont l'obligation morale d'aider les pays qu'elles ont autrefois exploités. La délégation irakienne appuiera le projet de résolution. Elle votera également en faveur de l'amendement des deux puissances, car il n'est pas logique de priver les pays en voie de développement des contributions volontaires d'autres pays.

40. M. LUBBERS (Pays-Bas), parlant au nom des auteurs du projet de résolution, souligne que le paragraphe 1 du dispositif a simplement pour objet de réitérer l'appel qui figure au paragraphe 1 du dispositif de la résolution 1715 (XV) de l'Assemblée générale. Dans ces conditions, les auteurs ne voient pas la nécessité d'accepter l'amendement contenu dans le document A/C.2/L.715.

41. Cependant, les auteurs approuvent l'idée du représentant des Etats-Unis, qui a proposé d'élargir la portée de cet appel, et ils ont décidé de modifier leur texte en insérant dans le dispositif un nouveau paragraphe 2 ainsi conçu:

"2. Invite tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions

spécialisées qui ne l'ont pas encore fait et qui le désireront à verser des contributions volontaires au Programme élargi d'assistance technique et au Fonds spécial;".

Ils acceptent également la suggestion du représentant du Royaume-Uni et ont décidé de remanier le paragraphe 2 du dispositif, qui deviendra le paragraphe 3 et se lira comme suit:

"3. Souligne particulièrement les vues du Conseil d'administration du Fonds spécial, qui, à sa huitième session, a fait remarquer qu'il était essentiel que les contributions atteignent le plus tôt possible 100 millions de dollars au moins, de manière à permettre l'expansion nécessaire des activités du Fonds;".

La modification que le représentant de la Belgique a proposé d'apporter au paragraphe 1 du dispositif devient ainsi inutile. Le paragraphe 3 du dispositif deviendra le paragraphe 4.

42. Le PRESIDENT invite la Commission à voter sur l'amendement des deux puissances (A/C.2/L.715).

Par 34 voix contre 28, avec 16 abstentions, l'amendement est rejeté.

43. Le PRESIDENT demande à la Commission de voter sur le projet de résolution (A/C.2/L.710/Rev.1), tel qu'il a été modifié oralement par ses auteurs.

Par 68 voix contre zéro, avec 9 abstentions, le projet de résolution ainsi révisé est adopté.

La séance est levée à 18 h 20.